

Déclaration liminaire du CSAL n°5/2026 du 28/04/2026

Monsieur le Président,

Les Agents de la DGFIP subissent actuellement de plein fouet les effets du choc pétrolier qui se font directement ressentir sur leur niveau de vie. Face à cela, Solidaires Finances Publiques a demandé des mesures d'urgence telles que le recours possible au télétravail exceptionnel afin de réduire le nombre et le coût des déplacements. Sans réponse de la Direction Générale, nous vous avons sollicité directement. Sans surprise, vous avez suivi les préconisations nationales estimant que les circonstances ne sont pas exceptionnelles. Cependant, sans directive nationale, les inégalités entre agents s'accroissent.

Au-delà de cette revendication transitoire, l'augmentation du prix du carburant et l'inflation actuelle sur de nombreux produits montrent l'urgence d'agir réellement sur notre rémunération par le dégel du point d'indice en particulier.

Monsieur le Président, vous arrivez à la tête d'une Direction qui a subi de profondes restructurations, avec pour conséquence un changement forcé de service et de filière, une industrialisation des tâches, une perte de sens au travail. A cela s'ajoute une charge de travail trop élevée, conséquence des suppressions massives d'emplois, ainsi que la perte de pouvoir d'achat subie depuis de nombreuses années, engendrant une forte démotivation au travail. Aussi, nous vous demandons de prêter une attention particulière aux Agents.

Parallèlement, le dialogue social s'est fortement dégradé ces dernières années à la DDFIP 70 : réunions informelles en lieu et place d'un CSAL, documents de travail et PV allégés, refus de communication de documents ou d'informations... Depuis 2 ans, le document du Budget Opérationnel de Programme (BOP) ne nous était plus fourni par la Direction, malgré notre demande. Vous avez pris l'initiative de nous le communiquer pour la préparation du point du budget à l'ordre du jour de ce CSAL, ce dont nous sommes très satisfaits. Cela démontre votre volonté d'un réel dialogue social dont nous attendons beaucoup.

Monsieur le Président, nous vous souhaitons la bienvenue dans notre département. Nous comptons sur vous pour réinstaurer un dialogue social digne de ce nom et nous espérons voir prise en compte l'aspiration des Agents dont vous avez la charge à de bonnes conditions de travail, qui permettent un réel Service Public de qualité pour les Usagers.